

Pouvoir d'emprunt—Loi

Il a parlé de tentatives en vue d'acheter des votes. Les conservateurs vont se rendre compte que c'est la seule chose qui leur reste à faire parce qu'ils ont déjà tout essayé. Je ne parlais pas de l'achat des votes. C'est lui qui s'est imaginé cela.

Lorsque je parle des ministériels qui ne verront la lumière et ne se rendront compte qu'ils se dirigent vers la retraite qu'une fois devant les boîtes de scrutin, je veux éveiller chez eux l'instinct de survie. Depuis trois ans et demi, ils laissent une idéologie orienter leur vie et guider tous leurs gestes. Cette idéologie les a tellement coupés de la réalité que le secrétaire parlementaire est incapable de comprendre de quoi je parle.

Le gouvernement a recherché la réduction du déficit et des emprunts. C'est encore les yeux pleins d'eau que le secrétaire parlementaire nous a rappelé que c'est le paiement des intérêts sur la dette nationale qui crée le déficit. Il convient de se souvenir qu'une grande partie des emprunts sont un investissement des salariés canadiens. Je souligne qu'à la fin de janvier, le gouvernement avait emprunté environ 15 milliards de dollars sur le montant autorisé. Près des deux tiers de cet argent, si je me souviens bien, provenaient de la vente d'obligations d'épargne aux Canadiens qui étaient heureux d'investir en achetant les valeurs du gouvernement du Canada.

Je ne parle pas ici de corrompre les électeurs. C'est en ces termes que les farceurs le voient. Les électeurs réagiront en leur vouant le mépris que cela mérite. Je parle plutôt des besoins qui existent dans toutes les régions du Canada. Il y a beaucoup à édifier et le gouvernement devrait réagir aux besoins pour que nous ne connaissions plus de dépressions comme celles où nous ont menés certaines attitudes. Les conservateurs et avant eux les libéraux réagissent comme si c'était la dépression; ils réduisent les dépenses et multiplient les restrictions budgétaires, avec tous les résultats malheureux que cela peut avoir.

Regardez ce qui se passe dans le financement de l'éducation. Le gouvernement fédéral n'a pas été fidèle aux principes qui ont caractérisé le financement des universités jusque vers le milieu des années 1970. Les gouvernements provinciaux, soumis à des pressions croissantes, ont cédé à leur tour et eux qui, à une certaine époque, finançaient 60 p. 100 des coûts de l'enseignement public n'en financent plus maintenant qu'environ 40 p. 100. Les impôts locaux pèsent lourd sur les contribuables. Or, ce genre de mentalité s'est étendu de secteur en secteur.

Il faut admettre que nous ne connaissons pas une dépression due aux taux d'intérêt semblable à celle du début des années 1980. Les conservateurs devraient avoir l'honnêteté d'admettre que c'est ce phénomène qui a produit les terribles résultats du dernier gouvernement Trudeau au début des années 1980 et expliquer ce qui a permis à ce gouvernement de réaliser des améliorations, sans qu'il y soit pour quelque chose. Cette dépression aurait dû se poursuivre puisque le gouvernement imposait lourdement les Canadiens et réduisait les dépenses. Cependant, nous n'avions pas prévu la baisse des taux d'intérêt.

Le secrétaire parlementaire a parlé des dépenses d'élection. Mon bon ami de Windsor—Walkerville a signalé ce que faisaient les promoteurs pour appuyer les échevins en vue d'acheter de façon tout à fait éhontée les voix des conseillers municipaux de Toronto. C'est incroyable. Ce sont là les alliés du gouvernement. Les conseillers municipaux ont avalisé un projet après l'autre, détruisant la vie du centre-ville de Toronto et surchargeant le réseau de transport et ainsi de suite. Si le secrétaire parlementaire voulait réellement réduire un peu les besoins en capitaux dans notre pays, il persuaderait le ministre des Finances de réduire les taux d'intérêt. En les abaissant uniquement d'un point de pourcentage, il pourrait économiser 1,4 milliard sur l'argent durement gagné qu'il prend aux contribuables ou sur les capitaux supplémentaires qu'il doit emprunter et qui l'inquiètent beaucoup. Puisqu'il s'en préoccupe tant, pourquoi ne fait-il rien?

M. McCurdy: Madame la Présidente, je n'ai entendu qu'une partie du discours très éloquent de mon collègue de Thunder Bay—Nipigon. Je l'ai entendu comparer la situation dans le Nord de l'Ontario à celle du Sud de l'Ontario. Pourrait-il, aux fins de la discussion, nous parler de cette tendance, non pas en oubliant complètement le Nord de l'Ontario, mais en extrapolant au cas du Sud de l'Ontario et notamment de villes comme Windsor où le taux de chômage est maintenant de 14 p. 100. Ma ville est maintenant, avec Trois-Rivières, celle où le taux de chômage est le plus élevé du pays. Pourtant, le gouvernement continue à parler du Sud de l'Ontario comme d'une région tellement prospère qu'elle parasite le reste du pays, pour ainsi dire.

Quelle mesure le gouvernement devrait-il prendre face à cette situation surtout puisque l'on sait, vu les résultats économiques de notre pays au cours des 20 dernières années, que lorsque le taux de chômage est élevé à Windsor, c'est toute l'industrie automobile qui va être touchée?

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de me permettre d'établir certaines distinctions. En effet, il nous est très facile de penser que la situation de toute la région située entre la frontière de l'Ontario près de Montréal et Windsor est excellente. En réalité, ce n'est malheureusement pas le cas. La très grande prospérité économique enregistrée dernièrement touche une petite région autour du Golden Horseshoe, dans la région du Grand Toronto. Entre Windsor et Trois-Rivières, deux villes importantes du couloir qui relie Québec à Windsor, on s'aperçoit, d'après le taux de chômage, que l'orientation du gouvernement en faveur de l'économie de marché et tous ses beaux discours sur la prospérité tombent bien à plat. Ces discours sonnent faux aux oreilles des gens qui recherchent du travail.

Je parlais des investissements au Canada, des investissements le long de ce couloir de transport pour VIA Rail et d'autres projets destinés à assurer le plein emploi. Ce faisant, assurons-nous de faire payer des impôts justes et satisfaisants de façon à équilibrer le budget, chose que le gouvernement ne sait pas faire. Voilà pourquoi nous avons besoin de changer de gouvernement le plus vite possible.